

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 février 2025

VISANT À INTERDIRE LE DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE - (N° 561)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE10

présenté par

M. Meurin, M. Amblard, M. Barthès, M. de Lépinau, M. Falcon, M. Gabarron, M. Golliot,
M. Loubet, M. Le Bourgeois, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Grangier, M. Patrice Martin,
M. Meizonnet, M. Rivière, M. Tivoli et M. Weber

ARTICLE PREMIER

Après l'alinéa 9, insérer l'alinéa suivant :

« L'interdiction prévue au premier alinéa n'est pas applicable lorsque la sollicitation provient d'un commerçant-distributeur installé dans un rayon de dix kilomètres autour du consommateur. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à laisser la liberté à tout commerçant-distributeur de pouvoir contacter un consommateur dans un rayon de 10 kilomètres.

Ces commerçants ont besoin de ce lien téléphonique avec leurs clients afin d'entretenir une relation avec eux, les prévenir de leurs actualités, s'assurer de leur satisfaction... Grâce à cet amendement, ces commerçants pourront toujours réaliser les relations client qui sont nécessaires à leur entreprise.

De plus, cet amendement permet de conserver l'esprit de cette loi, qui souhaite protéger les consommateurs des abus éventuels causés par le démarchage téléphonique. En aucun cas, un parallèle peut être fait entre les appels ponctuels et rares de ces commerçants proches des consommateurs, et le harcèlement téléphonique que subissent les Français de la part de grandes plateformes de démarchage.

Enfin, il ne serait pas judicieux que la vie économique locale soit impactée par les démarchages de masse que subissent les Français tous les jours. Il est ainsi important que l'interdiction prévue par cet article ne soit réservée qu'aux grandes campagnes de démarchage.